



Le point sur
La sécurité
alimentaire

Information nécessaire pour aider les partenaires locaux, régionaux et nationaux à passer à l'action. L'ensemble des fiches thématiques constituera la base d'outils d'intervention complémentaires au Plan stratégique, à la Plateforme 2011-2014 et à l'Alignement stratégique de Québec en Forme.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
ÉTAT DE SITUATION EN BREF	2
STRATÉGIES ACTUELLEMENT MISES EN PLACE AU QUÉBEC	3
QUATRE DIMENSIONS DE LA RÉPONSE À L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE	4
VISION DE CHANGEMENT	5
REMARQUES IMPORTANTES	5
DONNÉES PROBANTES ET PRATIQUES PROMETTEUSES	6
ACTIONS ET PROJETS AUXQUELS QUÉBEC EN FORME CONTRIBUE.....	8
LEVIERS DISPONIBLES	9
ENJEUX	9
ENJEUX RELATIFS AUX INDIVIDUS	10
ENJEUX RELATIFS À LA COLLECTIVITÉ.....	10
PISTES D'ACTION AUXQUELLES QUÉBEC EN FORME PEUT CONTRIBUER	10
ÉVALUATION.....	12
PERSPECTIVES.....	13
RÉFÉRENCES.....	14

INTRODUCTION

D'entrée de jeu, il est important de mentionner que la sécurité alimentaire, la saine alimentation et la santé sont étroitement liées. Québec en Forme, qui désire augmenter le pourcentage de jeunes adoptant et maintenant une saine alimentation, s'est donné comme objectif de faire le point sur la sécurité alimentaire et de clarifier sa contribution éventuelle.

Comme il a été mentionné dans le plan d'action gouvernemental québécois *Investir pour l'avenir 2006-2012*¹, une situation de **sécurité alimentaire** nécessite que « toute une population ait accès, en tout temps et en toute dignité, à un approvisionnement alimentaire sain, suffisant et nutritif, à coût raisonnable et acceptable au point de vue social et culturel, que les individus aient un pouvoir d'achat adéquat et qu'ils aient accès à une information simple et fiable qui confère des habiletés et qui permet de faire des choix alimentaires éclairés. »

La notion de sécurité alimentaire inclut donc la possibilité d'avoir accès à une saine alimentation. En revanche, il est reconnu que l'insécurité alimentaire a un effet nuisible sur l'alimentation et la santé des personnes qui la vivent². Les données statistiques montrent clairement toute l'ampleur des inégalités en matière de santé selon le statut socioéconomique et le degré d'insécurité alimentaire. En l'absence d'une alimentation suffisante, les risques de diabète, de « haute pression » et d'allergies alimentaires sont significativement plus élevés dans ces familles, de même que les problèmes comportementaux, affectifs et scolaires chez les enfants³.

¹ Gouvernement du Québec, *Plan d'action gouvernemental de promotion des saines habitudes de vie et de prévention des problèmes reliés au poids 2006-2012, Investir pour l'avenir* (PAG), 2006, p.19.

² Institut national de santé publique du Québec (INSPQ), *Sécurité et insécurité alimentaire chez les Québécois : une analyse de la situation en lien avec leurs habitudes alimentaires*, 2011.

³ Juha Mikkonen et Dennis Raphael, *Déterminants sociaux de la santé : Les réalités canadiennes*, 2011.

ÉTAT DE SITUATION EN BREF

Au Québec, malgré la surabondance de nourriture et l'existence de problèmes d'obésité et d'embonpoint, on observe depuis 2008 une croissance globale de l'insécurité alimentaire⁴. En excluant les régions nordiques et les Premières Nations résidant dans des réserves, en 2004, elle touchait 260 000 ménages, soit **8.3 %** de la population; **4.8 %** étaient des enfants de moins de 18 ans⁵. Une forte proportion des usagers du dépannage alimentaire sont effectivement des enfants (36 à 40 %)⁶. Mentionnons que des études régionales ont rapporté des pourcentages d'insécurité alimentaire aussi élevés que 20 à 30 % chez les populations autochtones vivant en régions nordiques éloignées (Cris et Inuits)⁷.

Pour certaines personnes, il semble que l'aide alimentaire devient une situation chronique et que même celles ayant un travail doivent en venir à cette solution (9,4 % des usagers selon le Bilan de la faim 2011 de Banques Alimentaires Québec). Bien que les causes sous-jacentes à l'insécurité alimentaire et les circonstances conduisant une famille à souffrir de la faim soient multiples, elles sont presque toujours la conséquence d'un manque de ressources financières⁸. En outre, le coût significativement plus élevé d'un panier à provisions nutritif dans les régions moins urbanisées⁹, ou encore, la non-disponibilité ou un accès physique difficile aux aliments frais pour certaines communautés influencent aussi à la baisse le degré de sécurité alimentaire. De plus, à plusieurs endroits, même si on peut observer une abondance d'aliments-camelotes, l'accès aux aliments sains n'est pas garanti. Une forte proportion de Montréalais, par exemple, n'ont pas accès à un approvisionnement adéquat en fruits et légumes frais s'ils n'utilisent pas un mode de transport motorisé¹⁰.

Manger sainement n'est donc pas accessible pour tous. En effet, les personnes ayant recours à l'assurance sociale et celles vivant au salaire minimum n'ont pas un revenu suffisant pour l'achat d'un panier d'épicerie *vraiment nutritif*. Certaines familles à faible revenu peuvent toutefois, *en cuisinant beaucoup* et en ayant les *connaissances adéquates*, réussir à améliorer leur alimentation.¹¹ Ajoutons, à ce bref état de situation, qu'une étude faite dans la ville de Québec montre que, pour leur part, même s'ils font preuve de bonne volonté, les organismes de dépannage n'ont pas nécessairement de standard nutritionnel et sont limités par le type d'aliments reçus¹². On peut penser que la situation est semblable dans les autres régions du Québec.

Les déterminants qui influent sur la sécurité alimentaire sont de deux ordres, ceux reliés à l'individu et ceux dits collectifs, reliés à l'environnement¹³.

⁴ INSPQ, *Sécurité et insécurité alimentaire chez les Québécois : une analyse de la situation en lien avec leurs habitudes alimentaires*, 2011. / *Bilans de la faim 2011* des Banque alimentaire Québec et Banque alimentaire Canada.

⁵ *Ibid.* INSPQ page.15

⁶ *Banques Alimentaires Québec, Bilan de la faim 2011.* / Agence de la santé et des services sociaux de la Capitale Nationale, *Comprendre et agir autrement pour viser l'équité en santé dans la région de la Capitale-Nationale, Rapport du directeur régional de santé publique sur les inégalités sociales de santé 2012, version abrégée, p.14*

⁷ INSPQ, *Sécurité et insécurité alimentaire chez les Québécois : une analyse de la situation en lien avec leurs habitudes alimentaires*, 2011/ *Cadre de référence en matière de sécurité alimentaire*, ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS),- 2008.

⁸ Juha Mikkonen et Dennis Raphael, *Déterminants sociaux de la santé : Les réalités canadiennes*, 2011.

⁹ Dispensaire diététique de Montréal, *Étude sur la détermination du coût du panier à provisions nutritif dans trois régions du Québec*, 2011.

¹⁰ Lise Bertrand *et al.*, *Les disparités dans l'accès à des aliments santé à Montréal. Une étude géomatique*, Direction de santé publique de Montréal, 2006.

¹¹ Dispensaire diététique de Montréal, communication au sujet du *Rapport Synthèse, Pratiques et perceptions liées à l'alimentation*, 2012, présentée par Marie-Paul Duquette, mai 2012.

¹² Hamelin *et al.*, recherche en cours (2011) dans la ville de Québec : *The Provision of Charitable Food Assistance in Canada : Forging a More Adequate Response*. IRSC, 2009-2012.

¹³ Adapté du *Cadre de référence en matière de sécurité alimentaire*, MSSS, 2008.

Quelques déterminants individuels	Quelques déterminants collectifs	
Revenu; Niveau de scolarité; Nombre de parents du ménage; Appartenance ethnique; Taille des ménages; Niveau de connaissances et habiletés en matière d'alimentation, de budget et de gestion des aliments.	<p>Dans l'environnement interpersonnel et social Accès à un réseau social; Entraide communautaire et soutien social; Distribution des aliments au sein de la famille; Proximité de l'origine des aliments; Accès à de l'information simple et fiable pour faire des choix éclairés; Savoir culinaire et influence des médias sur les pratiques de consommation.</p> <p>Dans l'environnement politique Politiques publiques en transport, logement, éducation, emploi, agriculture et agroalimentaire, environnement, développement durable, économie, développement social et urbanisme.</p>	<p>Dans l'environnement physique Accès aux sources d'approvisionnement alimentaire; Accès à une variété d'aliments nutritifs; Accès aux produits locaux; proximité des producteurs locaux; Présence et distance des marchés d'alimentation; Aménagement des villes et villages; Transport en commun près des services; Jardins communautaires, services alternatifs au dépannage.</p> <p>Dans l'environnement économique Pouvoir d'achat; Coût des aliments, des logements et des autres besoins essentiels.</p>

Stratégies actuellement mises en place au Québec

On observe un foisonnement de réponses à la problématique de l'insécurité alimentaire. Le schéma de la page suivante résume quatre dimensions dans lesquelles on œuvre. Les sources de financement des organismes qui travaillent en sécurité alimentaire sont variables. Différents ministères contribuent, de même que plusieurs fondations, villes, ou autres. Certains soutiennent la mission, d'autres des projets spécifiques. Les mécanismes et les modes d'allocation budgétaire sont souvent définis selon les priorités régionales. Plusieurs intervenants rapportent, par exemple, des projets soutenus par les directions de santé publique sur les sujets suivants : recherche de solutions durables, actions d'influence, consultations citoyennes, mobilisation des communautés, revitalisation des quartiers, aménagements favorables, efficacité de la distribution alimentaire, cuisines collectives, etc.

La sécurité alimentaire concerne donc de nombreux intervenants qui tenteront d'agir tantôt sur le système alimentaire lui-même, tantôt sur l'éducation, l'économie, l'emploi, la solidarité, les politiques, les services sociaux et de santé, etc.

Enfin, mentionnons que ces initiatives ne sont pas souvent coordonnées. Toutefois, on remarque actuellement qu'un mouvement visant leur coordination tend à se former et qu'on recherche la complémentarité dans l'allocation des fonds.

Quatre dimensions de la réponse à l'insécurité alimentaire

Proche de la personne :
microenvironnement

Dimension 1

Urgence

- Premier type d'objectif : apporter une aide d'urgence aux personnes en situation d'insécurité alimentaire.
- On donnera un service aux individus et aux familles afin de soulager la faim.
- Quelques exemples : banques alimentaires, soupes populaires, popotes roulantes, clubs des petits déjeuners, etc.

Dimension 2

Capacité

- Second type d'objectif : augmenter la capacité de mieux vivre en situation d'insécurité alimentaire (capacité de faire face au risque).
- On agira sur certains déterminants individuels de la sécurité alimentaire (connaissances et habiletés), ainsi que sur des déterminants collectifs (accès à un réseau social, entraide communautaire)..
- Quelques exemples : cuisines et jardins collectifs, groupes d'achat, ateliers en alimentation, etc.

Dimension 3

Diminuer
l'insécurité
alimentaire
d'une région

- Troisième type d'objectif : **Diminuer** le taux d'insécurité alimentaire d'une région par une combinaison de plusieurs stratégies en interaction (changements concertés et multisectorielles).
- On agira à la fois sur certains déterminants individuels (niveau de scolarité, connaissances et habiletés) et collectifs (augmentation du savoir culinaire général, accès à l'information, à l'approvisionnement et à une variété d'aliments sains de faible coût, rapprochement de l'origine des aliments, promotion des aliments sains et économiques, etc.).
- Quelques exemples : le travail des secteurs communautaires et de la santé avec les producteurs, commerçants, directions d'écoles, décideurs municipaux, médias locaux, etc. dans le but d'améliorer à la fois l'accès aux aliments nutritifs, l'employabilité, la réussite, etc.

Dimension 4

Diminuer
l'insécurité
alimentaire
d'une nation

- Quatrième type d'objectif : **Diminuer** de façon durable le taux d'insécurité alimentaire d'une population en repensant les systèmes et les politiques en place, de différents secteurs.
- La sécurité alimentaire s'inscrit ici dans un contexte plus large et dépend de décisions économiques, politiques et sociales.
- On agira sur les déterminants collectifs de la sécurité alimentaire à l'échelle des politiques publiques (Politiques en transport, logement, éducation, emploi, agriculture, développement social, etc.)
- Quelques exemples : agir sur l'amélioration du revenu, de l'offre alimentaire et du prix des aliments par des politiques alimentaires et agricoles, de développement économique, de développement durable, etc.

Ensemble de la
population :
macroenvironnement

VISION DE CHANGEMENT

Étant donné que :

- le but souhaité dans la planification stratégique 2011-2014 de Québec en Forme est « l'augmentation du pourcentage de jeunes, notamment dans les milieux défavorisés, qui ont adopté et qui maintiennent une saine alimentation et un mode de vie physiquement actif favorables à leur plein développement et à leur réussite éducative », ¹⁴
- la sécurité alimentaire est une dimension de la saine alimentation,
- les déterminants collectifs de la sécurité alimentaire peuvent être abordés dans la création d'environnements favorables à la saine alimentation,
- un ensemble de lois, de cadres de référence, de programmes, de plans d'action et d'interventions (qui agissent tantôt sur les individus, tantôt sur leur environnement afin d'améliorer la sécurité alimentaire) sont déjà en œuvre au Québec aux paliers local, régional et national¹⁵,
- la consolidation de mécanismes de concertation en sécurité alimentaire à l'échelle locale et régionale est en développement, et que la mobilisation intersectorielle est de plus en plus favorisée...

La vision de changement à long terme à laquelle Québec en Forme désire contribuer est la suivante :

Québec en Forme pourrait contribuer, en complémentarité avec d'autres acteurs, à améliorer de façon durable l'alimentation des populations de milieux défavorisés et dévitalisés, par l'intermédiaire de stratégies adaptées aux caractéristiques de ces milieux, dans un souci d'équité et d'égalité en matière de santé. Cette contribution est envisageable, car elle peut s'inscrire dans les sept stratégies de la plateforme de Québec en Forme.

Remarques importantes

En complément aux stratégies visant l'amélioration des déterminants sociaux et économiques de la sécurité alimentaire associés au revenu et au pouvoir d'achat, lesquels sont incontournables (création d'emplois, amélioration du revenu, employabilité, coût du logement, transport des personnes, accès aux services de garde, etc.), Québec en Forme et ses partenaires peuvent contribuer à la saine alimentation des populations de milieux défavorisés et dévitalisés en incluant cet aspect et en travaillant aux trois objectifs de la plateforme de Québec en Forme :

1. **Développer les compétences des jeunes** (connaissances et habiletés), afin que les clientèles à risque ou en situation d'insécurité alimentaire aient la possibilité de tirer le meilleur parti de leur alimentation, de façon réaliste. On travaille ainsi les *déterminants individuels* de la sécurité alimentaire.
2. **Augmenter l'accessibilité à une offre de qualité en saine alimentation**, afin d'améliorer la disponibilité, la proximité et l'accès économique aux aliments nutritifs par la modification durable

¹⁴ Québec en Forme, *Pour un Québec en Forme, Planification stratégique 2011-2014*.

¹⁵ Loi sur les services de santé et les services sociaux; Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale; Programme national de santé publique; *Cadre de référence en matière de sécurité alimentaire*, MSSS, 2008; cadres de référence en matière de sécurité alimentaire des diverses directions de santé publique du Québec; *Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale*; *Plan d'action gouvernemental de promotion des saines habitudes de vie et de prévention des problèmes reliés au poids 2006-2012*, *Investir pour l'avenir* (PAG), plans d'action régionaux, Plan d'action des communautés, etc.

des environnements physiques, économiques, politiques et socioculturels dans les divers milieux de vie. On travaille ainsi les *déterminants collectifs* de la sécurité alimentaire.

3. **Contribuer à l'essor de normes sociales favorables** à une saine alimentation et adaptées aux contextes de défavorisation et de dévitalisation.

Québec en Forme et ses partenaires peuvent aussi contribuer à des stratégies qui visent à assurer la **qualité des actions en saine alimentation auprès des populations défavorisées et vivant dans des milieux dévitalisés**, que ce soit par la qualification des intervenants et l'amélioration des interventions auprès du jeune et de ses parents, de même que par la bonification des actions sur les environnements pour améliorer l'accessibilité et modifier la norme sociale.

Les stratégies et les actions peuvent être mises en œuvre avec la participation de représentants de divers paliers (local, régional ou provincial).

Le soutien de Québec en Forme doit s'exercer dans le cadre d'une stratégie concertée multidimensionnelle (plusieurs déterminants et dimensions travaillés en simultanément) **et intersectorielle** (plusieurs secteurs, réseaux ou professions impliqués) afin de permettre une complémentarité, une continuité et une efficacité des actions et, ainsi, éviter le « saupoudrage » aléatoire d'actions.

DONNÉES PROBANTES ET PRATIQUES PROMETTEUSES

Jusqu'à présent, la littérature n'est guère éclairante quant aux meilleures approches en matière de sécurité alimentaire; peu de résultats probants sont obtenus grâce à une action en particulier. L'efficacité serait plutôt liée à la combinaison de plusieurs stratégies en interaction¹⁶, qui :

- **mobilisent les individus et les collectivités...**
...pour mettre en œuvre un plan stratégique concerté, multidimensionnel et intersectoriel en sécurité alimentaire. Ce dernier doit permettre d'éviter les effets pervers d'inégalités sur le plan de la santé lorsqu'il est question d'actions en saine alimentation;
- **améliorent les milieux et les conditions de vie...**
...en agissant sur les déterminants collectifs de la sécurité alimentaire tels le réseau social, l'entraide, le partage du savoir populaire, les services alternatifs au dépannage alimentaire, les jardins communautaires, les commerces et l'agriculture de proximité pour améliorer l'accès aux aliments nutritifs, le pouvoir d'achat, etc.;
- **influent sur l'approvisionnement alimentaire...**
...pour maximiser l'accès aux aliments nutritifs, économiques et variés dans des commerces de proximité et par l'agriculture locale;
- **exercent une influence sur les politiques sociales, économiques, agricoles et environnementales...**
...pour travailler à des changements structurants et durables;
- **confèrent aux individus des connaissances, des habiletés et la capacité de devenir autonome...**

¹⁶ Ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec, *Cadre de référence en matière de sécurité alimentaire*, 2008.

...qui permettent de tirer le meilleur parti de l'alimentation en situation d'insécurité alimentaire, et de surmonter plus facilement les obstacles quotidiens à une saine alimentation. Certains thèmes associés à l'alimentation — budget, planification des repas et des achats, préparation et conservation des aliments — peuvent, après avoir été adaptés aux clientèles cibles, être abordés avec de l'accompagnement.^{17 18}

Selon la recherche, s'il y a peu de stratégies qui, à elles seules, sont reconnues comme probantes en sécurité alimentaire, certaines sont jugées plus prometteuses pour améliorer la qualité de l'alimentation ou l'approvisionnement. Toutefois, la capacité de l'ensemble d'entre elles à accroître la sécurité alimentaire est inconnue ou limitée.

Voici quelques actions **prometteuses** à la portée des partenaires locaux pour **favoriser la saine alimentation** des personnes en situation d'insécurité alimentaire¹⁹ :

- cuisines collectives;
- jardins collectifs et communautaires, agriculture de proximité;
- groupes d'achats collectifs.

À noter qu'il est important de s'attarder à la façon dont sont orchestrées ces actions (qualité de l'intervention), car c'est ce qui détermine leur efficacité à guider les clientèles plus vulnérables vers une saine alimentation.

Les actions suivantes pourraient aussi être **prometteuses pour améliorer l'approvisionnement**²⁰ :

- offre d'un service de livraison de fruits et légumes frais à coût abordable, comme le programme Bonne boîte, bonne bouffe ou La boîte verte, en proposant une stratégie visant à resserrer les liens entre les citoyens;
- création de petits marchés publics;
- établissement de liens entre producteurs et consommateurs (circuits courts, agriculture soutenue par la communauté);
- mise sur pied de magasins spécialisés, de coopératives alimentaires (en régions mal desservies par les commerces alimentaires);
- amélioration de l'offre alimentaire dans les commerces existants;
- mise en œuvre d'actions intersectorielles en promotion de la santé.

Selon l'expérience sur le terrain, **l'agriculture de proximité** pourrait aussi être intéressante : jardinage résidentiel, autocueillette locale, agriculture urbaine et périurbaine, jardins sur les toits et sur les terrains des municipalités, serres locales, etc. Dans son mémoire sur l'agriculture urbaine, la Direction de santé publique de Montréal mentionne que l'agriculture urbaine peut contribuer à la sécurité alimentaire grâce à la récolte d'une quantité souvent appréciable de fruits et de légumes frais, ce qui constitue un revenu en nature qui augmente le budget familial²¹.

¹⁷ Agence de la santé et des services sociaux de la Montérégie, *Un bon départ dans la vie... par l'acquisition de saines habitudes alimentaires durant la grossesse et la petite enfance (0 à 2 ans)*, 2012.

¹⁸ Anne-Marie Hamelin, Micheline Beaudry et Jean-Pierre Habicht (1998), La vulnérabilité des ménages à l'insécurité alimentaire, *Canadian Journal of Development Studies/Revue canadienne d'études du développement*, 19:4, 277-306.

¹⁹ Adapté du *Cadre de référence en matière de sécurité alimentaire* du MSSS (2008) et d'observations faites sur le terrain, 2013.

²⁰ Adapté du *Cadre de référence en matière de sécurité alimentaire*, MSSS (2008) et de INSPQ, *Sécurité et insécurité alimentaire chez les Québécois : une analyse de la situation en lien avec leurs habitudes alimentaires*, 2011.

²¹ Direction de santé publique de l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal, *Mémoire sur l'agriculture urbaine à Montréal, Semer pour la santé*, 2012.

ACTIONS ET PROJETS AUXQUELS QUÉBEC EN FORME CONTRIBUE

Québec en Forme contribue à bon nombre d'actions et de projets qui agissent sur divers déterminants de la sécurité alimentaire. Durant l'année financière 2011-2012, son aide financière est allée principalement à l'embauche **de ressources humaines** pour soutenir des initiatives, animer des activités d'apprentissage et offrir de la formation aux divers intervenants du milieu. Il a aussi contribué à l'achat d'équipement de base pour les cuisines et les jardins communautaires, à l'achat d'aliments (pas dans un objectif de dépannage, mais d'apprentissage) et à des activités de promotion. La contribution financière de Québec en Forme visait **surtout** à soutenir :

- le développement des connaissances et des habiletés individuelles en matière de nutrition, de budget et de gestion des aliments;
- les compétences des intervenants par des programmes de formation continue;
- la mobilisation et le réseautage des partenaires et des communautés.

DÉTERMINANTS	Exemples d'actions soutenues en 2012	
	Palier local	Palier régional
INDIVIDUELS	<ul style="list-style-type: none"> • Ateliers de cuisine, cuisines collectives, journée des conserves, ateliers-conférences, ateliers de jardinage. 	<ul style="list-style-type: none"> • Ateliers parascolaires de cuisine communautaire pour adolescents.
COLLECTIFS : SOCIAL	<ul style="list-style-type: none"> • Formation des intervenants, animateurs et bénévoles en saine alimentation et jardinage. • Promotion des occasions d'apprentissage et des services d'accès aux aliments. • Représentations pour faciliter la mise en place de cuisines collectives. • Identification de priorités et élaboration de projets collectifs pour dépôt de demande de soutien financier à la DSP (direction de santé publique). • Comité en sécurité alimentaire, embauche d'agents de mobilisation et d'arrimage, organisation d'un colloque et d'événements rassembleurs. 	<ul style="list-style-type: none"> • Formation d'agents multiplicateurs chez les membres du réseau de Moisson Mauricie-Centre et autres organismes en lien avec les parents afin d'optimiser l'intervention auprès de ces derniers. • Promotion d'initiatives porteuses en alimentation saine et locale à Montréal (plate-forme web, actions sur le terrain et campagne médiatique).
COLLECTIFS : PHYSIQUE et ÉCONOMIQUE	<ul style="list-style-type: none"> • Groupes d'achats. • Bonne boîte, bonne bouffe. • Épicerie solidaire. • Marchés publics. • Agriculture de proximité, jardins collectifs et communautaires. • Récupération et distribution d'aliments. • Soutien aux clubs des petits déjeuners. • Soutien à des stratégies de dons de repas. • Coupons d'essence pour les déplacements des familles. • Portrait de l'offre alimentaire. • Travail de partenariat avec les producteurs locaux et les marchés publics. • Communication avec des acteurs du milieu (décideurs, épiciers, agriculteurs). • Mobilisation en vue de mettre sur pied un marché public. 	<ul style="list-style-type: none"> • Groupes d'achats de fruits et de légumes pour redistribuer ces aliments à prix abordable dans des points de chute prédéterminés.

LEVIERS DISPONIBLES

DÉTERMINANTS	Exemples de LEVIERS
GLOBAUX	<p>Lieux de concertation pour : développement des communautés, solidarité sociale, lutte à la pauvreté, sécurité alimentaire, saines habitudes de vie, revitalisation urbaine intégrée, développement durable, développement économique, etc.</p> <p>Fonds disponibles en lien avec des plans d'action gouvernementaux, des programmes et des cadres de référence axés sur la sécurité alimentaire, la solidarité et l'inclusion sociales, le développement économique, le développement de la jeunesse et des régions, etc.</p> <p>Fonds disponibles dans des fondations.</p> <p>Projets régionaux et nationaux en sécurité alimentaire, solidarité et inclusion sociales, saines habitudes de vie, etc.</p> <p>Résultats de recherches et rapports²².</p> <p>Ouverture à la découverte, aux opportunités, à l'innovation, etc.</p>
INDIVIDUELS	<p>Établissements, associations et organismes qui offrent :</p> <ul style="list-style-type: none"> des <u>services éducatifs</u> adaptés à la clientèle défavorisée (jardinage, cuisine, budget, alimentation...); des <u>programmes et outils</u> éducatifs adaptés à la clientèle défavorisée.
COLLECTIFS : SOCIAL	<p>Établissements, associations et organismes qui offrent :</p> <ul style="list-style-type: none"> des <u>services de réseautage, d'entraide, de soutien</u> (cuisines collectives, groupes d'achats...); des <u>formations</u> pour des actions alternatives en sécurité alimentaire et l'amélioration de la qualité des interventions. <p>Approche École en santé, lien école-parents-communauté.</p>
COLLECTIFS : PHYSIQUE et ÉCONOMIQUE	<p>Établissements et organismes qui offrent ou soutiennent des <u>services en approvisionnement</u> (boîtes de légumes, jardins collectifs, marchés de quartier, circuits courts, création de coopératives, accès à des aliments sains à l'école dans les milieux défavorisés, etc.).</p> <p>Coopérative alimentaire dans les régions éloignées.</p> <p>Résultats de recherches²³.</p> <p>Fonds locaux disponibles pour le développement économique, le développement des communautés et la revitalisation.</p>
COLLECTIFS : POLITIQUE	<p>Politiques :</p> <p>Politiques locales alimentaires, familiales et de développement durable;</p> <p>Politiques provinciales : <i>Pour une saine alimentation au Québec</i> (MSSS, en élaboration); <i>Donner le goût du Québec</i> (MAPAQ²⁴);</p> <p>Associations et organismes qui offrent des formations pour concevoir et mener des activités de lobbying auprès des décideurs, afin qu'ils comprennent bien la situation et agissent en conséquence.</p> <p>Bilan de la faim (Banque alimentaire Québec) qui permet d'étoffer un argumentaire sur l'état de la situation pour influencer les décideurs.</p>

ENJEUX

Les quelques enjeux spécifiques au thème de la sécurité alimentaire présentés ici ne sont pas nécessairement exhaustifs. Ils ont été déterminés à la suite des entrevues effectuées en 2012 avec des acteurs des secteurs de la santé, du développement social et des milieux communautaires qui travaillent activement à la sécurité alimentaire. Mentionnons que la fiche *La défavorisation et la dévitalisation* porte sur des enjeux qui sont tout aussi vrais en sécurité alimentaire.

²² Exemple d'un rapport qui donne des pistes et des propositions d'actions bonifiées afin de répondre aux besoins de personnes de milieux défavorisés : *Nous sommes riches d'être pauvre*, réalisé en 2011 par *Partenariat Solidarité-Famille-Limoilou* (PSFL), avec le soutien financier de CLEFS. http://www.meresetmonde.gc.ca/lib/media/Rapport_de_recherche_version_PDF.pdf

²³ Exemples : Dispensaire diététique de Montréal, concernant le coût d'un panier d'épicerie selon les régions, (utile pour avoir un temps zéro et pour mobiliser les commerces alimentaires); Équiterre, sur les circuits courts et saines habitudes de vie au Québec: « *les aliments vendus en circuits courts ne sont pas nécessairement plus chers que ceux provenant de circuits plus longs* ».

²⁴ Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec.

Enjeux relatifs aux individus

- Revenu suffisant pour éviter le recours chronique au dépannage alimentaire.
- Développement du goût pour les aliments de haute valeur nutritive.
- Dignité, autonomie alimentaire, pouvoir sur son alimentation en contexte de défavorisation, de dévitalisation et d'éloignement.
- Capacité de faire face aux baisses de revenu par des connaissances et des habiletés suffisantes en alimentation, nutrition, planification, élaboration et gestion d'un budget.
- Habileté des divers acteurs en sécurité alimentaire à travailler à des enjeux globaux — approvisionnement, coût des aliments, aménagement urbain, transport en commun, etc. — et à des actions multistratégiques (ou multidimensionnelles) prometteuses.

Enjeux relatifs à la collectivité

- Approche globale, concertée, multidimensionnelle, intersectorielle, complémentaire et solidaire en sécurité alimentaire.
- Solutions durables à la lutte à la pauvreté (logements abordables, employabilité des personnes).
- Efficacité des initiatives en sécurité alimentaire.
- Financement adéquat, planifié et organisé par les organismes bailleurs de fonds en sécurité alimentaire, pour assurer la pérennité des initiatives.
- Mobilisation des acteurs historiquement non préoccupés par la sécurité alimentaire (ex. : secteur commercial et agroalimentaire).
- Pouvoir d'achat pour assurer une alimentation saine en contexte de défavorisation, de dévitalisation et d'éloignement.
- Accès économique aux aliments de qualité (prix abordables et concurrentiels) en contexte de défavorisation, de dévitalisation et d'éloignement.
- Accès géographique aux aliments de qualité en contexte de défavorisation, de dévitalisation et d'éloignement.

PISTES D'ACTION AUXQUELLES QUÉBEC EN FORME PEUT CONTRIBUER

Rappelons qu'avant de choisir des stratégies et des actions, il importe de bien saisir et s'intégrer aux priorités locales et régionales, de travailler dans une approche globale, multistratégique et intersectorielle, de s'appuyer sur un portrait-diagnostic, d'agir en complémentarité avec les partenaires et organismes du milieu et, enfin, d'évaluer la faisabilité et la pertinence de la stratégie ou de l'action à être mises en œuvre.

DÉTERMINANTS	EXEMPLES D' ACTIONS LOCALES
<p>INDIVIDUELS</p> <p>Objectif : Développer les compétences des jeunes</p>	<p>Par les milieux scolaires, municipaux, communautaires et de la petite enfance</p> <ul style="list-style-type: none"> • Offrir des ateliers de cuisine et de jardinage adaptés. • Intégrer ou élaborer des activités parents - enfants. • Offrir des ateliers en alimentation qui donnent des connaissances pratiques et réalistes : choix d'aliments économiques et de haute valeur nutritive, élaboration et gestion d'un budget dédié à l'alimentation, planification des repas et des achats, préparation et conservation des aliments, etc. • Innover en éducation pour rejoindre le plus d'enfants possible dans les écoles afin qu'ils apprennent à mieux se nourrir à faible coût et avec les ressources du milieu. • Assurer la formation continue des intervenants pour qu'ils intègrent, de façon adaptée et réaliste, la saine alimentation à leurs actions.
<p>COLLECTIFS : SOCIAL</p> <p>Objectif : Augmenter l'accessibilité à une offre de qualité en saine alimentation</p> <p>Objectif : Contribuer à l'essor de normes sociales favorables</p>	<p>Par les milieux communautaires et le secteur de la santé</p> <ul style="list-style-type: none"> • Assurer la formation continue des intervenants pour qu'ils sachent répondre aux véritables besoins des personnes qui vivent de l'insécurité alimentaire. • Organiser des forums pour permettre les échanges, l'évolution des pratiques, la concertation et la complémentarité. • Encourager à ce que le don alimentaire à l'école favorise la santé et implique les enfants et les parents dans l'alimentation. • Mobiliser les citoyens afin d'optimiser les ressources humaines et d'assurer une clientèle suffisante pour la pérennité des nouveaux services. • Inviter la clientèle cible à participer à l'élaboration d'activités. • Organiser des activités de promotion de la santé adaptées au contexte. • Organiser des activités agissant sur la norme sociale relativement à l'importance du don d'aliments de haute valeur nutritive. <p>Par les milieux communautaires, municipaux et le secteur de la santé</p> <ul style="list-style-type: none"> • Offrir ou soutenir les activités de réseautage, d'entraide, de partage du savoir populaire, de services alternatifs au dépannage alimentaire, de cuisines collectives, de groupes d'achats collectifs, etc. • Mobiliser le secteur agroalimentaire (production, transformation, distribution) et commercial (entreprise d'économie sociale, centre local de développement...).
<p>COLLECTIFS : PHYSIQUE ET ÉCONOMIQUE</p> <p>Objectif : Augmenter l'accessibilité à une offre de qualité en saine alimentation</p>	<p>Par les milieux communautaires, scolaires, et le secteur de la santé</p> <ul style="list-style-type: none"> • Innover pour trouver des solutions pérennes au problème de l'insécurité alimentaire qui nuit à la réussite éducative des jeunes (pas de déjeuner, dîner et collations inadéquates...). <p>Par les milieux communautaires, municipaux et scolaires, et les secteurs de la santé et du développement économique</p> <ul style="list-style-type: none"> • Aménager des jardins communautaires, collectifs et urbains. • Soutenir les groupes d'achats collectifs et les services de boîtes de légumes²⁵ en vue de pérenniser leurs activités. • Participer ou apporter un soutien à des projets à caractère régional et intersectoriel qui permettent de soutenir une stratégie globale de disponibilité et d'accessibilité aux aliments nutritifs et économiques (acteurs : agroalimentaire, transport, urbanisme, éducation, communautaire, développement économique, etc.). <p>Par les milieux communautaires et municipaux, et les secteurs de l'agroalimentaire, de la santé, du développement économique et de l'emploi</p> <ul style="list-style-type: none"> • Aménager ou soutenir des marchés de quartier et de l'agriculture de proximité (ex. : agriculture urbaine) tout en cherchant à les pérenniser et à offrir des aliments à prix abordables. • Participer ou apporter du soutien à la création de commerces et de coopératives alimentaires de proximité qui proposent des aliments frais et économiques (épicerie, fruiterie, comptoir maraîcher, café-marché citoyen, etc.), tout en cherchant à pérenniser leurs activités.

²⁵ Boîtes de légumes : service de livraison de fruits et légumes frais à coût abordable, qui visent aussi à resserrer les liens entre les citoyens, comme le programme Bonne boîte, bonne bouffe ou La boîte verte.

DÉTERMINANTS	EXEMPLES D' ACTIONS LOCALES
	<ul style="list-style-type: none"> • Encourager le réseautage des commerces de détail, et y participer, pour faciliter l'approvisionnement en régions dévitalisées. • Explorer la possibilité d'implanter des centres de regroupement de l'offre alimentaire de producteurs locaux sur une base régionale, en circuits courts. • Participer à l'amélioration de l'offre alimentaire dans les commerces existants, ou l'encourager. • Travailler et innover pour assurer une distribution optimale, un service de transport et des services de livraison économiquement abordables (ex. : projet Fruixi en milieu urbain - triporteurs pour la vente de fruits et de légumes).
<p>COLLECTIFS : POLITIQUE</p> <p>Objectif : Augmenter l'accessibilité à une offre de qualité en saine alimentation</p> <p>Objectif : Contribuer à l'essor de normes sociales favorables</p>	<p>Par les milieux communautaires et le secteur de la santé</p> <ul style="list-style-type: none"> • Influencer et sensibiliser élus, leaders d'opinion et décideurs sur l'importance d'adopter une stratégie globale multidimensionnelle et intersectorielle en sécurité alimentaire afin d'assurer une saine alimentation aux jeunes, de façon pérenne. Et, si possible, participer à l'élaboration et à l'application de cette stratégie. • Plaider en faveur de la sécurité alimentaire et de ses divers déterminants afin d'assurer aux jeunes une saine alimentation et la santé. • Organiser des activités de lobbying pour l'adoption de politiques nationales structurantes en faveur d'une saine alimentation accessible à tous. <p>Par les milieux communautaires, municipaux et le secteur de la santé</p> <ul style="list-style-type: none"> • Sensibiliser les leaders d'opinion, les élus et les décideurs à l'importance des politiques municipales et régionales qui intègrent des mesures pour favoriser l'accès physique et économique aux aliments nutritifs, et travailler à leur élaboration et à leur application. • Maintenir et protéger les espaces dédiés à l'agriculture de proximité, et augmenter les espaces pour la culture maraîchère, particulièrement dans les milieux défavorisés. • Influencer et favoriser la mise en place de mesures, règles ou règlements facilitant l'approvisionnement en fruits et légumes par la récupération d'aliments non commercialisables ou en surplus (exemple : fruits et légumes encore comestibles mais qui, à cause de leur grosseur ou de leur apparence, ne peuvent plus être vendus). • Mobiliser les ressources professionnelles de différents secteurs pour une alliance commune.

ÉVALUATION

Afin de suivre l'état de la situation en sécurité alimentaire, l'indice le plus important qui permet de qualifier la situation dans le temps est la **prévalence, ou le taux, d'insécurité alimentaire** (proportion de personnes vivant de l'insécurité alimentaire dans une population). À titre d'exemple, le programme national de santé publique propose de réduire à moins de 4,5 % la proportion de Québécois de 12 ans et plus vivant dans un ménage en situation d'insécurité alimentaire.

La littérature mentionne également que l'évaluation des interventions est primordiale et que l'on doit vérifier si elles répondent vraiment aux besoins des ménages²⁶. À la Direction de santé publique de Montréal, par exemple, plusieurs indicateurs ont été élaborés afin d'apprécier la mise en œuvre des objectifs et principes du programme en sécurité alimentaire et la performance attendue des solutions implantés²⁷.

²⁶ Anne-Marie Hamelin *et al.*, Discrepancies in households and other stakeholders viewpoints on the food security experience : a gap to adress, 2009, Health education research advances access published.

²⁷ Direction de santé publique de Montréal, *Évaluation d'implantation et des premiers effets du programme de soutien au développement de la sécurité alimentaire dans la région de Montréal 2008-2012*.

PERSPECTIVES

Concernant cette fiche, il serait judicieux de :

- partager son contenu avec plusieurs acteurs qui sont des leaders en sécurité alimentaire au Québec ainsi qu'avec la Table de concertation nationale en prévention et promotion de la santé;
- convenir avec nos partenaires d'un processus d'arrimage, de suivi des actions, ainsi que des rôles et responsabilités de chacun;
- favoriser des échanges sur la vision de changement en sécurité alimentaire avec les partenaires de Québec en Forme, en mettant à contribution les acteurs en sécurité alimentaire.

RÉFÉRENCES

Agence de la santé et des services sociaux de la Montérégie, Un bon départ dans la vie... par l'acquisition de saines habitudes alimentaires durant la grossesse et la petite enfance (0 à 2 ans), 2012.

Agence de la santé et des services sociaux de la Capitale Nationale, Comprendre et agir autrement pour viser l'équité en santé dans la région de la Capitale-Nationale, Rapport du directeur régional de santé publique sur les inégalités sociales de santé 2012, version abrégée, p.14

Anne-Marie Hamelin, Micheline Beaudry et Jean-Pierre Habicht (1998), La vulnérabilité des ménages à l'insécurité alimentaire, Canadian Journal of Development Studies/Revue canadienne d'études du développement, 19:4, 277-306.

Anne-Marie Hamelin *et al.*, Discrepancies in households and other stakeholders viewpoints on the food security experience : a gap to adress, **2009**, Health education research advances access published.

Banque alimentaire Québec et Banque alimentaire Canada, Bilans de la faim 2011.

Direction de santé publique de l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal, Mémoire sur l'agriculture urbaine à Montréal, Semer pour la santé, 2012.

Direction de santé publique de Montréal, Évaluation d'implantation et des premiers effets du programme de soutien au développement de la sécurité alimentaire dans la région de Montréal 2008-2012.

Dispensaire diététique de Montréal, Étude sur la détermination du coût du panier à provisions nutritif dans trois régions du Québec, 2011.

Gouvernement du Québec, Plan d'action gouvernemental de promotion des saines habitudes de vie et de prévention des problèmes reliés au poids 2006-2012, Investir pour l'avenir (PAG), 2006, p.19.

Hamelin et al., recherche en cours (2011) dans la ville de Québec : The Provision of Charitable Food Assistance in Canada : Forging a More Adequate Response. IRSC, 2009-2012.

Institut national de santé publique du Québec (INSPQ), Sécurité et insécurité alimentaire chez les Québécois : une analyse de la situation en lien avec leurs habitudes alimentaires, 2011.

Juha Mikkonen et Dennis Raphael, Déterminants sociaux de la santé : Les réalités canadiennes, 2011.

Lise Bertrand *et al.*, *Les disparités dans l'accès à des aliments santé à Montréal. Une étude géomatique*, Direction de santé publique de Montréal, 2006.

Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS), Cadre de référence en matière de sécurité alimentaire, 2008.

Québec en Forme, Pour un Québec en Forme, Planification stratégique 2011-2014.

Québec en Forme exprime ses remerciements à tous les partenaires agissant en sécurité alimentaire au Québec qui ont contribué à l'élaboration de cette fiche.



Siège social

1075, rue Champflour

Trois-Rivières, (Québec)

G9A 2A1

Québec 

Prévention^{MD}
Fondation Lucie
et André Chagnon
